



COMMUNE  
DE SALVAGNAC

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SALVAGNAC

N° 2025.11

L'an deux mil vingt-cinq, le 10 avril à 20h30, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Bernard MIRAMOND, Maire.

Nombre de conseillers :

En exercice : 15

Quorum : 8

Présents : 12

Votants : 13

Procurations : 1

Absents : 2

Présents : M. MIRAMOND Bernard, Mme BRUNWASSER Mireille, M. LECOMTE Olivier, Mme MASSAT Frédérique, M. BALARAN Roland, Mme ADDED Régine, Mme PRADIER Antoinette, M. GERAUD Yves, Mme ALBAULT Edwige, M. LOGER Maxime, Mme AUBERTIN Sonia, M. CHANEZ Phillipe.

Absents ayant donné procuration : Mme LAGARRIGUE Christel (procuration donnée à Mme MASSAT)

Date de convocation :

02/04/2025

Absents excusés : M. SEGUIGNES Yannick, M. ANCILOTTO François

Date d'affichage :

02/04/2025

Secrétaire de séance : Mme MASSAT Frédérique

OBJET : AFFECTATION DU RESULTAT – BUDGET COMMUNAL

Exposé des motifs

Monsieur le Maire rappelle qu'il appartient aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice précédent, en section d'investissement ou de fonctionnement du Budget Primitif de l'année suivante.

Au Compte Administratif 2024, la section de fonctionnement présente un résultat de clôture à affecter de **683 636,18 €** que Monsieur le Maire propose de répartir au Budget Primitif 2025 comme suit :

- **300 000 € en section d'investissement** au compte 1068 / excédent de fonctionnement capitalisé
- **383 636,18 € en section de fonctionnement** au compte 002 / excédent antérieur reporté

**Le Conseil, invité à se prononcer, après en avoir débattu et à l'unanimité :**

**APPROUVE** la proposition d'affectation du résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2024 au Budget Primitif 2025.

Le Maire,  
CERTIFIE sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet  
acte qui sera affiché ce jour au  
siège de la collectivité  
INFORME que la présente  
délibération peut faire l'objet  
d'un recours pour excès de  
pouvoir devant le Tribunal  
administratif de Toulouse,  
dans un délai de 2 mois à  
compter de sa publication et  
de sa réception par le  
représentant de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois, an, susdits.

Pour extrait conforme et exécutoire,

Le Maire,

Bernard MIRAMOND

Le Secrétaire de Séance,

Frédérique MASSAT